

64630



**NATIONS UNIES**

**CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**



Distr.: GENERALE

E/ECA/CM.21/11

21 avril 1995

FRANCAIS

Original : ANGLAIS/FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Seizième réunion du Comité technique  
préparatoire plénier

Addis-Abeba (Ethiopie)  
24-28 avril 1995

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Trentième session de la Commission/  
vingt et unième réunion de la Conférence  
des ministres

Addis-Abeba (Ethiopie)  
1er-4 mai 1995

**QUESTIONS EMANANT D'ORGANES SUBSIDIAIRES, D'ORGANES SECTORIELS DE LA  
COMMISSION ET DE CONSEILS D'ADMINISTRATION D'INSTITUTIONS PARRAINEES  
PAR LA CEA ET APPELANT UNE DECISION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES**

1. Le présent document contient les résolutions, recommandations et décisions qui sont portées à l'attention de la Commission pour examen et adoption, ou pour information, qui ont été adoptées par ses organes subsidiaires depuis sa dernière session et qui ne font pas l'objet de points distincts de l'ordre du jour de la présente réunion.

## **I. QUESTIONS APPELANT UNE DECISION DE LA COMMISSION**

2. Les résolutions et décisions suivantes adoptées par des organes subsidiaires de la Commission et par une de ses institutions parrainées sont portées à l'attention de la Conférence des Ministres pour examen et adoption.

### **A. Douzième réunion du Comité intergouvernemental d'experts du MULPOC pour l'Afrique du Nord<sup>1</sup> [Tanger (Maroc), 13-16 mars 1995]**

#### **La sécurité alimentaire**

Le Comité intergouvernemental d'experts du MULPOC pour l'Afrique du Nord,

Réaffirmant la nécessité absolue d'assurer la sécurité alimentaire dans les pays d'Afrique du Nord,

Prenant note des études déjà faites à propos de la coopération régionale en vue d'assurer la sécurité alimentaire dans la sous-région d'Afrique du Nord,

Conscient de la nécessité pour la sous-région d'Afrique du Nord d'appréhender de façon suffisamment documentée le rôle de la libéralisation des échanges des produits agricoles dans les importations,

1. Recommande à la Commission économique pour l'Afrique de :

a) Procéder à l'évaluation à travers des études nutritionnelles des ratios alimentaires nécessaires aux populations de la sous-région;

b) Etudier les mécanismes pour une harmonisation, d'une part, des politiques économiques en vue de réaliser l'objectif de sécurité alimentaire et, d'autre part, des normes commerciales des produits agricoles échangés par les pays de la sous-région avec les tiers et la planification des actions à entreprendre dans le domaine de la mise en place des infrastructures nécessaires;

c) Etudier les moyens d'appui à la gestion des stocks de pesticides et acaricides à usage agricole moins nocifs pour l'homme et l'environnement;

d) Organiser un séminaire régional sur la gestion et l'exploitation des grands migrateurs halieutiques;

e) Réaliser une étude de faisabilité technico-économique de valorisation des déchets de dattes;

f) Organiser, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, un séminaire sur les techniques de vulgarisation agricole;

---

<sup>1</sup> CEA/TNG/MULPOC/CIE/XII/10/REV.1, Rapport de la douzième réunion du Comité d'experts du MULPOC pour l'Afrique du Nord.

2. Recommande également à la Commission économique pour l'Afrique d'étudier le rôle de la libéralisation des échanges des produits agricoles dans les importations.

B. Dixième réunion de la Conférence des ministres africains des transports et des communications<sup>2</sup>  
[Addis-Abeba (Ethiopie), 20-21 mars 1995]

N.B. En examinant la résolution ci-après, la Conférence doit également examiner les implications du budget-programme y relatif. Une proposition de budget-programme pour la résolution est présentée en annexe au présent rapport.

Mise en oeuvre de la deuxième phase du programme de la deuxième Décennie des transports et des communications en Afrique

La Conférence des ministres africains des transports et des communications, réunie à Addis-Abeba (Ethiopie) les 20 et 21 mars 1995,

Rappelant sa résolution ECA/UNTACDA/Res.91/84 de février 1991 au terme de laquelle le programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique, 1991-2000 (UNTACDA II) a été adopté,

Se référant à la décision de l'Assemblée générale des Nations Unies 46/456 du 20 décembre 1991 lançant la mise en oeuvre du programme de la Décennie et à la décision 48/455 du 21 décembre 1993 sur la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique relative aux ressources additionnelles,

Rappelant sa résolution ECA/UNTACDA/Res.93/89 du 12 mars 1993 sur la mise en oeuvre du programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique,

Ayant examiné l'évaluation à mi-parcours et le programme d'action correspondant,

Réaffirmant la pertinence et l'importance de la deuxième Décennie particulièrement en ce qui concerne la réalisation des objectifs du Traité d'Abuja (1991) instituant la Communauté économique africaine,

Notant avec préoccupation entre autres, le faible niveau de mise en oeuvre du programme, en particulier le manque de ressources,

1. Invite instamment les Etats membres à déployer tous les efforts possibles pour mettre en oeuvre le programme de la Décennie en entreprenant entre autres, les activités précises suivantes :

a) Faciliter et encourager les activités des comités nationaux de coordination en mettant à leur disposition les moyens humains et financiers nécessaires à l'accomplissement des missions qui leur sont assignées;

b) Accorder la priorité aux projets qui contribuent à la réalisation des objectifs de la Décennie;

---

<sup>2</sup> E/ECA/TCD/MIN/95-100, Rapport de la dixième réunion de la Conférence des ministres africains des transports et des communications.

c) Coordonner et renforcer les efforts nationaux pour une mobilisation des ressources dans le cadre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et communications en Afrique afin d'avoir accès au CIP régional de sources telles que la Convention de Lomé IV pour la mise en oeuvre du programme de la Décennie;

d) Prendre en compte l'impact qu'a sur l'environnement l'élaboration de l'ensemble des projets de transports et de communications;

2. Rappelle que les nouveaux projets à proposer dans le cadre du programme de la Décennie doivent être conformes aux principes et aux critères déjà adoptés et soumis aux organes d'exécution et que doivent être spécifiés notamment :

a) Le calendrier pour la mise en oeuvre;

b) Les besoins en ressources, leur disponibilité et leurs sources prospectives; et

c) La répartition et la description des responsabilités entre les différents partenaires;

3. Invite les Etats membres et les organisations intergouvernementales à associer les groupes de travail sous-régionaux et sous-sectoriels à la conception des programmes d'action régionaux concernant les transports et communications et à leur fournir toute assistance nécessaire pour participer efficacement à la mise en oeuvre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et communications en Afrique;

4. Demande aux organisations intergouvernementales de participer activement au programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et communications en Afrique par la mise en oeuvre dans le cadre de leur programme de travail ordinaire, des activités inscrites dans la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et communications en Afrique, tout en accordant une priorité à celles permettant une intégration régionale;

5. Prie le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement d'augmenter le niveau de son soutien à la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et communications en Afrique en finançant une partie du programme régional d'action pour la mise en oeuvre de la deuxième phase du programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et communications en Afrique;

6. Invite tous les bailleurs de fonds à contribuer davantage à la mise en oeuvre du programme approuvé par la dixième réunion de la Conférence des ministres africains des transports et des communications;

7. Prie également l'Assemblée générale des Nations Unies de fournir des ressources supplémentaires dans le cadre du budget ordinaire de la Commission économique pour l'Afrique afin de lui permettre de poursuivre les activités principales du programme d'action de la Décennie dans le cadre de son budget ordinaire;

8. Invite également les ministres du Groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ordonnateurs du Fonds européen de développement, à accorder la priorité requise aux projets et programmes de la Décennie lors de l'élaboration de leurs programmes indicatifs nationaux et régionaux dans le cadre du deuxième protocole financier de la Convention de Lomé IV;

9. Invite aussi les banques de développement et les institutions de financement participantes à continuer à travailler, au sein du mécanisme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports

et communications en Afrique pour un soutien coordonné et efficace au développement du secteur des transports et des communications en Afrique;

10. Lance un appel à la Banque mondiale pour qu'elle maintienne un niveau élevé de ses activités et de ses contributions dans la mise en oeuvre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et communications en Afrique;

11. Demande spécialement aux institutions financières africaines de soutenir davantage le programme de la deuxième Décennie, notamment en prenant systématiquement en compte les orientations et les priorités de la Décennie au moment de l'élaboration de leur plan d'action en faveur des pays africains;

12. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de :

a) Diffuser de manière systématique à tous les partenaires de la deuxième Décennie les informations sur la mise en oeuvre de la Décennie à travers des ateliers, séminaires, symposiums et bulletins;

b) Jouer un rôle beaucoup plus actif dans la conduite du programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et communications en Afrique et renforcer en même temps sa capacité à fournir l'assistance technique nécessaire pour appuyer la mise en oeuvre de ce programme;

c) S'assurer que les évaluations futures de la mise en oeuvre de la deuxième Décennie soient basées sur une analyse critique vis-à-vis des objectifs de la Décennie;

d) Préparer un rapport consolidé sur l'état d'exécution de tous les projets de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et communications en Afrique et ce, sur la base des rapports élaborés par les Etats membres et les organisations intergouvernementales concernant l'état d'avancement de leurs projets;

13. Demande également aux groupes de travail sous-sectoriels, d'initier des actions régionales de manière à développer un cadre d'intervention pour les pays qui envisagent une commercialisation ou une privatisation de leur secteur des transports et des communications;

14. Décide que le Comité de mobilisation des ressources sera dorénavant appelé Comité consultatif de promotion du programme de la deuxième Décennie et adopte son mandat tel qu'il figure dans le rapport de la Conférence;

15. Demande au Comité consultatif de mettre l'accent sur l'assistance aux pays pour la recherche, la négociation et la mobilisation de fonds pour les projets approuvés dans le programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et communications en Afrique;

16. Lance un appel également à toutes les institutions de financement membres du Comité consultatif pour qu'elles jouent un rôle plus actif dans les efforts ayant pour objet d'appuyer la mission du Comité consultatif en mettant à sa disposition les ressources techniques nécessaires;

17. Demande aux groupes de travail sous-sectoriels d'aider à l'évaluation des projets dans leur domaine de compétence et de coordonner et intégrer les programmes de travail régionaux africains des institutions des Nations Unies avec ceux de la deuxième Décennie.

C. Quatrième réunion ordinaire du Conseil d'administration de l'Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (UNAFRI)<sup>3</sup>  
[Addis-Abeba (Ethiopie), 4-5 janvier 1995]

3. La quatrième réunion ordinaire du Conseil d'administration de l'Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (UNAFRI), tenue à Addis-Abeba les 4 et 5 janvier 1995, a décidé de soumettre les trois questions ci-après à la Conférence des ministres de la CEA pour examen, en application des dispositions des Statuts de l'UNAFRI :

- a) Situation financière de l'UNAFRI;
- b) Changements proposés dans la composition du Conseil d'administration;
- c) Rotation de la présidence du Conseil d'administration de l'UNAFRI.

Première question : Situation financière de l'UNAFRI

4. Selon les Statuts de l'Institut, la Conférence des ministres est l'autorité ultime en ce qui concerne les questions de politiques diverses concernant l'Institut. A l'Article IX (1), il est stipulé que "*l'Institut tire ses ressources financières des contributions annuelles des Etats membres telles que déterminées par la Conférence des ministres ainsi que de contributions volontaires de donateurs.*"

5. Depuis sa création, l'Institut a pu mener ses activités opérationnelles grâce, dans une grande mesure, à l'assistance financière du PNUD, qui a pris fin en octobre 1994. Depuis que le PNUD a mis fin à son financement, l'Institut s'est trouvé dans une grave crise financière qui menace son existence même. La plupart des Etats membres n'ont pas honoré leurs obligations financières vis-à-vis de l'Institut. Ainsi, alors que le montant escompté des contributions des Etats membres pour la période 1989-1994 se chiffrait à 1 257 616 dollars des E.-U., seulement un montant de 208 663 dollars a été versé à l'Institut au cours de cette période, en dépit des appels répétés lancés aux Etats membres par la Direction de l'Institut et son Conseil d'administration, en particulier son Président qui n'est autre que le Secrétaire exécutif de la CEA, afin qu'ils honorent leurs obligations financières. L'état des contributions et paiements pour la période 1989-1994 est présenté au tableau ci-après.

---

<sup>3</sup> UNAFRI/GB4/94/7, Rapport de la quatrième réunion ordinaire du Conseil d'administration de l'Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (UNAFRI).

Etat des contributions et paiements pour la période 1989/1994

(Les recettes figurent sous les périodes correspondantes et non selon les dates de réception)

Etats membres	Contribution totale 1989/94	Recettes 1989/91	Recettes 1992	Recettes 1993	Recettes 1994	Recettes totales 1989/94	Soldes en sus au 31/12/94
Burundi	21 600						21 600
Congo	21 600						21 600
Egypte	143 200	28 400			28 700	57 100	86 100
Guinée équatoriale	21 600						21 600
Gambie	21 600	4 128				4 128	17 472
Ghana	21 600						21 600
Guinée	21 600				17 450	17 450	4 150
Jamahiriya arabe libyenne	245 800						245 800
Kenya	4 150				2 000	2 000	2 150
Malawi	19 933	4 676				4 676	15 257
Maroc	103 000						103 000
Mozambique	21 600	4 288			13 162	17 450	4 150
Niger	21 600						21 600
Nigéria	227 300	28 709				28 709	198 591
Rwanda	21 600						21 600
Sénégal	21 600						21 600
Seychelles	21 600						21 600
Sierra Léone	21 600						21 600
Somalie	21 600						21 600
Soudan	21 600						21 600
Togo	19 933						19 933
Tunisie	62 700	25 800	12 300			38 100	24 600
Ouganda	21 600	9 150	4 150	4 150	4 150	21 600	0
République-Unie de Tanzanie	21 600	9 150	4 150	4 150		17 450	4 150
Zaïre	21 600						21 600
Zambie	21 600						21 600
Zimbabwe	42 800						42 800
TOTAL	1 257 616	114 301	20 600	8 300	65 462	208 663	1 048 953

6. La Conférence des ministres est priée d'examiner, entre autres, les mesures suivantes :

a) Création d'un mécanisme permettant aux Etats membres d'effectuer à temps leurs paiements, notamment de payer, dans un délai raisonnable, les arriérés, afin de garantir la survie de l'Institut et la mise en oeuvre de son programme de travail;

b) Appel aux gouvernements qui ne l'ont pas encore fait, pour qu'ils adhèrent aux Statuts de l'Institut;

c) Appel spécial à l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement afin qu'il renouvelle son appui financier à l'Institut, compte tenu de la situation économique et financière difficile que traverse la plupart des pays dans la région africaine.

Deuxième question : Changements proposés dans la composition du Conseil d'administration de l'UNAFRI

7. La représentation des Etats membres au sein du Conseil d'administration de l'UNAFRI est indiquée à l'alinéa b) du paragraphe 1, de l'Article V des Statuts (joint en annexe au présent rapport) de l'Institut, dans lesquels il est stipulé que :

*"deux représentants provenant de deux Etats membres de chacune des cinq sous-régions de la Commission économique pour l'Afrique, élus par la Conférence des ministres; chacun de ces représentants est choisi en fonction de ses connaissances et de son expérience dans les domaines de la prévention du crime et de la justice pénale pour siéger comme membre à part entière".*

8. En outre, au paragraphe (3) de l'Article V, il est souligné que :

*"les membres du Conseil d'administration élus à l'alinéa (b) du premier paragraphe du présent Article occupent leurs fonctions pendant une période de quatre ans et peuvent être reconduits, étant entendu toutefois, que lors de la première élection, la Conférence des ministres décide que la moitié des Etats membres qu'elle élit se retirent après avoir rempli leurs fonctions pendant deux ans et sont remplacés par le même nombre d'Etats membres élus à cette fin par la Conférence des ministres."*

9. Tous les membres actuels du Conseil d'administration ont été désignés par la Conférence des ministres de la CEA en avril 1988 et la moitié d'entre eux doivent être remplacés, en application des dispositions de l'Article sus-mentionné des Statuts de l'UNAFRI. En conséquence, la Conférence des ministres est priée d'approuver les changements ci-après proposés dans la composition du Conseil d'administration de l'UNAFRI, afin de permettre aux nouveaux membres de siéger pendant les quatre prochaines années, c'est-à-dire de mai 1995 à avril 1999.



Changements à apporter à la composition du Conseil d'administration de l'UNAFRI

Etats membres de l'UNAFRI	Membres actuels du Conseil	Membres proposés pour le Conseil Période : 1995-1999
<u>Sous-région du MULPOC de Tanger</u>  Egypte Jamahiriya arabe libyenne Maroc Soudan Tunisie	Egypte Maroc	Egypte Tunisie
<u>Sous-région du MULPOC de Niamey</u>  Gambie Ghana Guinée Niger Nigéria Sénégal Sierra Léone Togo	Ghana Guinée	Gambie Guinée
<u>Sous-région du MULPOC de Yaoundé</u>  Congo Guinée équatoriale	Congo Guinée équatoriale	Congo Guinée équatoriale
<u>Sous-région du MULPOC de Gisenyi</u>  Burundi Rwanda Zaïre	Rwanda Zaïre	Burundi Rwanda
<u>Sous-région du MULPOC de Lusaka</u>  Kenya Malawi Mozambique Seychelles Somalie République-Unie de Tanzanie Ouganda <sup>4</sup> Zambie Zimbabwe	République-Unie de Tanzanie Ouganda* Zimbabwe	Mozambique République-Unie de Tanzanie Ouganda

---

<sup>4</sup> L'Ouganda est membre de l'UNAFRI de par sa qualité de pays d'accueil.

Troisième question : Rotation de la présidence du Conseil d'administration de l'UNAFRI

10. A l'alinéa (a) du paragraphe (1) de l'Article V des Statuts de l'UNAFRI, il est stipulé que :

*"Le Conseil d'administration se compose des membres suivants :*

- a) *Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (ci-après dénommé "le Secrétaire exécutif"), ou son représentant, qui est en qualité Président du Conseil d'administration en tant que représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies."*

11. La quatrième réunion ordinaire du Conseil d'administration de l'UNAFRI a examiné la question du double rôle de la CEA en tant que Président du Conseil d'administration et agent d'exécution pour les fonds de l'ONU/PNUD et a proposé que ce rôle soit limité aux fonctions d'exécution. A cet effet, le Conseil a recommandé que la Présidence du Conseil soit assurée par les Etats membres siégeant au Conseil d'administration, à tour de rôle, pour une période d'un an au moins. Il convient pour cela de modifier l'Article pertinent des Statuts de l'UNAFRI.

12. En conséquence, la Conférence des ministres de la CEA est priée d'examiner et d'approuver les modifications suivantes apportées à l'Article V des Statuts de l'UNAFRI :

- a) Article V 1) a) : supprimer le membre de phrase "qui est en qualité Président du Conseil d'administration". Le paragraphe a) se lirait par conséquent comme suit :

*"Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (ci-après dénommé "le Secrétaire exécutif"), ou son représentant, en tant que représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies."*

- b) Article V 2) : devrait être modifié en y insérant un alinéa a) et en faisant du paragraphe 2 actuel l'alinéa b). Le nouveau paragraphe 2 se lirait, par conséquent, comme suit :

*"a) La présidence du Conseil est assurée par les Etats membres siégeant au Conseil d'administration, à tour de rôle, pour une période d'un an, étant entendu qu'aucun Etat membre n'assume ces fonctions pendant une période consécutive de plus de deux années;"*

*"b) Le Directeur de l'Institut, qui remplit les fonctions de Secrétaire du Conseil d'administration, assiste aux réunions du Conseil avec voix consultative."*

## II. QUESTIONS PORTEES A L'ATTENTION DE LA CONFERENCE

13. Les organes subsidiaires ont adopté d'autres résolutions et recommandations qui sont présentées ici sous forme résumée à l'attention de la Conférence pour information.

A. Douzième réunion du Comité intergouvernemental d'experts du MULPOC pour l'Afrique du Nord<sup>5</sup>  
[Tanger (Maroc), 13-16 mars 1995]

1. Renforcement de la capacité opérationnelle du MULPOC pour l'Afrique du Nord

14. Le Comité intergouvernemental d'experts quoique satisfait du renforcement du personnel technique du MULPOC, reste toutefois préoccupé par l'insuffisance des ressources financières et humaines permettant de mener à bien les activités opérationnelles. Il demande par conséquent aux Etats membres de reprendre leurs contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA) et de mettre à la disposition du MULPOC des experts nationaux pour soutenir les efforts du MULPOC.

2. La lutte antiacridienne

15. Le Comité intergouvernemental d'experts, conscient de la lutte à mener contre le fléau acridien dans la sous-région, recommande la mise en application et l'extension, à l'ensemble de l'aire de grégarisation du criquet pèlerin, du projet de lutte préventive élaboré par la FAO et demande aux Etats membres de mettre en place un système solide d'échanges d'informations pour la lutte contre le fléau acridien.

3. Coopération régionale en vue de la création d'un marché commun agricole

16. Le Comité intergouvernemental d'experts, conscient du rôle de la coopération agricole dans la sous-région et du grand nombre d'études faites dans ce cadre, demande à la CEA de procéder à l'inventaire analytique de ces études et recommande par ailleurs l'établissement d'un comité spécial d'experts pour l'étude de faisabilité d'un marché commun agricole ainsi que la mise en place d'un mécanisme de coopération et d'harmonisation en matière de politique agricole entre la CEA et l'UMA.

4. Evaluation de l'impact des accords du GATT sur le commerce  
des biens et des services des pays de la sous-région

17. Le Comité intergouvernemental d'experts, compte tenu de l'incidence des accords de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) sur le commerce des biens et des services, recommande l'élaboration de rapports portant tant sur le commerce extérieur que sur le secteur des services, en particulier les transports, dans les pays de la sous-région et exhorte les pays développés à préciser l'aide qu'ils sont prêts à fournir aux pays d'Afrique du Nord.

5. Services techniques du Groupe multidisciplinaire des conseillers  
régionaux de la Commission (GMCR-CEA)

18. Le Comité intergouvernemental d'experts recommande aux Etats membres de tirer avantage des services de conseils techniques mis à leur disposition à titre gracieux par le biais du groupe des conseillers régionaux de la CEA, étant entendu que ces services ne sont délivrés qu'à la demande spécifique des Etats et demande à la Commission d'inscrire au programme de travail 1996-1997 du groupe GMCR-CEA, un certain nombre d'activités à entreprendre durant la période biennale.

---

<sup>5</sup> CEA/TNG/MULPOC/CIE/XII/10/REV.1, Rapport de la douzième réunion du Comité intergouvernemental d'experts du MULPOC pour l'Afrique du Nord.

6. Programme d'intégration de la femme au développement économique et social

19. Le Comité intergouvernemental d'experts, après considération de la "Plate-forme d'action africaine", recommande la nomination au sein du MULPOC de la sous-région d'une coordinatrice permanente pour le programme d'intégration de la femme au développement ainsi qu'un soutien matériel au programme.

B. Quatorzième réunion du Comité intergouvernemental d'experts du MULPOC de l'Afrique centrale<sup>6</sup>

[Yaoundé (Cameroun), 20-24 mars 1995]

20. Recommandation: Le Comité intergouvernemental d'experts, convaincu du rôle du MULPOC et du soutien que doivent lui apporter les Etats membres, les invite à créer des comités nationaux de suivi pour appuyer le MULPOC dans l'exécution de son programme de travail et demande à la CEA d'entreprendre ou d'élargir des études relatives à la dévaluation, aux marchés frontaliers ainsi que des séminaires de vulgarisation des traités et conventions relatifs à l'intégration et à la coopération sous-régionales et régionales animés par le GMCR-CEA.

C. Troisième réunion du Comité intergouvernemental d'experts du MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe<sup>7</sup>

[Gaborone (Botswana), 21-24 mars 1995]

Etat des effectifs actuels du secrétariat du MULPOC de Lusaka

21. Le Comité s'est félicité des mesures prises par le Secrétaire exécutif pour renforcer le MULPOC pendant la période biennale en cours. Il demeure cependant préoccupé par le peu voire l'absence de sécurité de l'emploi pour la majeure partie du personnel. Il préconise instamment que le personnel temporaire soit recruté sur des postes du budget ordinaire et que les postes vacants soient pourvus.

D. Quatorzième réunion du Comité intergouvernemental d'experts du MULPOC de l'Afrique de l'Ouest<sup>8</sup>

[Cotonou (Bénin), 27-31 mars 1995]

22. Recommandation à l'attention des Etats membres et des organisations intergouvernementales: Le Comité intergouvernemental d'experts, conscient du rôle accru du MULPOC comme en témoigne son renforcement, a demandé aux Etats membres de mobiliser des moyens financiers et humains, en annonçant des contributions au FASNUDA, entre autres, pour permettre au MULPOC de jouer le rôle qu'on attend de lui. Il a par ailleurs recommandé la mise en place et le renforcement des structures institutionnelles de coordination, d'harmonisation, de coopération et de sensibilisation dans les différents domaines d'intérêts communs tels que l'agriculture, l'élevage, la pêche, la foresterie, l'industrie... Il a également recommandé la mise en place de structures de financement à moyen et à long termes des projets de développement ainsi que l'augmentation du volume des ressources et des fonds d'étude des banques régionales et sous-régionales.

---

<sup>6</sup> CEA/MULPOC/YAO/CE/XIV/Rap/Rev.1, Rapport de la quatorzième réunion du Comité intergouvernemental d'experts du MULPOC d'Afrique centrale.

<sup>7</sup> ECA/MULPOC/LUS/ICE/III/20, Projet de rapport du Comité intergouvernemental d'experts du MULPOC de Lusaka.

<sup>8</sup> CEA/MULPOC/YAO/CE/XIV/RAP, Rapport de la quatorzième réunion ordinaire du Comité des experts.

23. Recommandation à l'attention du MULPOC de Niamey : Le Comité intergouvernemental d'experts demande à la CEA de continuer sa collaboration et son assistance aux Etats membres et aux OIG de la sous-région et de promouvoir son programme de travail auprès des Etats membres.

E. Dixième réunion de la Conférence des ministres africains  
des transports et des communications

1. Relance du Bureau des routes transafricaines

24. La Conférence, rappelant les diverses résolutions prises en la matière et l'adoption des Statuts du Bureau des routes transafricaines, félicite les Etats qui ont signé les statuts, ceux qui l'ont ratifié, demande aux autres Etats de le faire, décide que l'article 26 a) du Bureau des routes transafricaines soit amendé, conformément à l'article 23 desdits statuts, pour réduire le nombre de ratifications requises pour l'entrée en vigueur de ces Statuts de 26 à 18 Etats membres et invite les Etats membres à payer leurs contributions dès l'entrée en vigueur des statuts. Le Secrétaire exécutif de la CEA devra faire un rapport sur les progrès réalisés dans l'application de cette résolution, lors de la onzième réunion de la Conférence des ministres africains des transports et des communications.

2. Mise en oeuvre des programmes régionaux de la deuxième Décennie des Nations Unies  
pour les transports et communications en Afrique sur le développement des  
ressources humaines et des institutions ainsi que des bases de données

25. La Conférence, reconnaissant l'importance de la base de données et du développement des ressources humaines et des institutions dans le développement des transports et des communications en Afrique et réaffirmant leur engagement dans les projets développement des ressources humaines et des institutions ainsi que des bases de données nécessaires à la réalisation des objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et communications en Afrique, demande aux Etats membres, malgré les difficultés pour mobiliser des ressources, d'adopter des méthodes harmonisées et standardisées pour la collecte de données et le calcul d'indicateurs de performance, de s'assurer de l'établissement des points focaux nationaux, et de renforcer les bases nationales de données, elle demande aussi aux institutions tant du système des Nations Unies qu'aux autres engagées dans le développement des statistiques en Afrique de collaborer et d'assister la CEA dans la mise en place de la base de données régionale.

3. Déclaration de Yamoussoukro sur une nouvelle politique aéronautique africaine

26. La Conférence, consciente de l'importance de la Déclaration de Yamoussoukro et de sa mise en oeuvre, demande aux Etats membres de poursuivre sa mise en oeuvre et d'appliquer les décisions de Maurice et demande à la CEA d'intensifier ses efforts dans le domaine de la coordination.

4. Contribution de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement  
à la mise en oeuvre de la phase II de la deuxième Décennie des Nations Unies  
pour les transports et les communications en Afrique

27. La Conférence, rappelant les diverses résolutions concernant la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique, consciente du rôle de la CNUCED dans les réalisations des objectifs de la Décennie, prie le Secrétaire général de la CNUCED de tout mettre en oeuvre pour que les pays africains bénéficient des opportunités offertes en matière d'information technologique sur le secteur des transports dans le programme de travail de la neuvième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et demande au Secrétaire exécutif de la CEA de transmettre cette résolution au Président du Comité préparatoire du Groupe africain à Genève et au Secrétaire général de la CNUCED et de lui rendre compte à sa prochaine réunion.

Annexe**STATUTS DE L'INSTITUT AFRICAIN POUR LA PREVENTION DU  
CRIME ET LE TRAITEMENT DES DELINQUANTS**La Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant la résolution 1979/20 du Conseil économique et social des Nations Unies invitant le Secrétaire général des Nations Unies à créer un institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants pour l'Afrique,

Rappelant sa propre résolution 392 (XV) d'avril 1980, invitant le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique à prendre, en consultation avec les organisations internationales et régionales concernées, toutes les mesures appropriées pour créer un institut régional des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants pour l'Afrique,

Notant que la résolution 19 du sixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants recommande au Secrétaire général d'envisager favorablement la création en Afrique d'un organisme régional chargé de la réalisation d'études sur la protection de la société, sur le modèle de ceux existant déjà dans d'autres régions du monde,

Consciente que la résolution 4 du septième Congrès des Nations Unies sur la prévention du crime et le traitement des délinquants, par la suite entérinée par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 40/32 priant instamment le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'accorder la priorité absolue à la création, en étroite collaboration avec l'Organisation de l'unité africaine, et avec la participation de la Commission économique pour l'Afrique, d'un institut régional africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants,

Rappelant en outre sa propre résolution 609 (XXII) d'avril 1987 réaffirmant l'importance et le rôle que l'Institut est appelé à avoir en aidant les Etats membres à évaluer les tendances de la criminalité dans la région et leur impact sur le développement national; à élaborer des politiques et des programmes de prévention du crime et de traitement des délinquants; à promouvoir des réformes de la justice pénale dans le contexte du développement et en encourageant la coopération technique entre pays africains dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale,

Convaincue que la création d'un institut africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants permettrait d'atteindre ces objectifs,

CONVIENT au nom des Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique DE CE QUI  
SUIT :

**ARTICLE I**Création de l'Institut et composition

1. L'Institut africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (ci-après dénommé "l'Institut") est créé.
2. Les Etats membres de l'Institut sont les Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique (ci-après dénommés les "Etats membres") qui ont adhéré aux statuts de l'Institut.

## ARTICLE II

### Objectifs de l'Institut

Les objectifs de l'Institut sont les suivants :

- a) Contribuer à l'élaboration de politiques et de programmes pour la prévention du crime et le traitement des délinquants dans le contexte de la planification d'ensemble du développement national;
- b) Concevoir et organiser des programmes de formation s'adressant à différentes catégories de personnel s'occupant exclusivement ou en partie de justice pénale, entre autres les décideurs politiques, les administrateurs, les juges, les procureurs, les avocats, les fonctionnaires de police et du système pénitentiaire, les enseignants, les personnels des services sociaux, les chercheurs etc., l'accent étant mis sur la formation de formateurs grâce à des cours spéciaux interdisciplinaires, des ateliers, des séminaires, des cours de perfectionnement, des stages, des voyages d'études, afin de renforcer ce secteur du service public et de dispenser de nouvelles connaissances et compétences;
- c) Entreprendre des études et des actions de recherche axées sur l'élaboration de politiques, sur des problèmes prioritaires dans la région, notamment la collecte d'informations sur les tendances de la criminalité et leur impact sur le développement et les politiques et programmes de prévention du crime et de justice pénale dans la région, afin de fournir une base empirique pour l'élaboration de politiques et la prise de décisions;
- d) Contribuer à la mise en place de politiques et programmes efficaces de prévention et de lutte contre la criminalité et la délinquance juvéniles et pour le traitement des délinquants mineurs;
- e) Créer le cadre pour une banque de données et promouvoir l'échange et le transfert de connaissances, de compétences techniques et d'expériences et la diffusion d'informations auprès de gouvernements, spécialistes, agents d'exécution, chercheurs et organisations s'occupant de ces questions;
- f) Contribuer à promouvoir des innovations dans le domaine de la prévention du crime et des réformes en matière de justice pénale conformément aux normes et directives des Nations Unies, en s'inspirant des traditions et orientations africaines ainsi que des faits nouveaux apparus dans ce domaine;
- g) Promouvoir la coopération entre les gouvernements de la région pour l'élaboration de politiques communes et la mise en oeuvre d'actions conjointes sur des questions d'intérêt mutuel, dans le domaine de la prévention et de la lutte contre la criminalité, notamment la signature d'accords juridiques et d'arrangements pratiques appropriés, aux niveaux régional et sous-régional.

## ARTICLE III

### Siège de l'Institut

1. L'emplacement du siège de l'Institut est déterminé par la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique (ci-après dénommée la "Conférence des ministres").
2. Dès que possible, le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) passe, au nom de la Conférence des ministres et de l'Institut, avec le Gouvernement de l'Etat membre sur le territoire duquel le siège de l'Institut doit être implanté, un accord sur la mise à disposition et l'octroi, selon le cas, des bâtiments, installations, services, privilèges et immunités nécessaires pour que l'Institut puisse fonctionner de manière efficace.

## ARTICLE IV

### Organes de l'Institut

L'Institut est doté des organes suivants :

- a) Le Conseil d'administration;
- b) Le Secrétariat; et
- c) Tout autre organe nécessaire pour que l'Institut s'acquitte de manière efficace de ses fonctions, et que pourrait créer la Conférence des ministres.

## ARTICLE V

### Le Conseil d'administration : Composition et fonctions

1. Le Conseil d'administration se compose des membres suivants :
  - a) Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (ci-après dénommé "Le Secrétaire exécutif"), ou son représentant, qui est en qualité président du Conseil d'administration en tant que représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies;
  - b) Deux représentants provenant de deux Etats membres de chacune des cinq sous-régions de la Commission économique pour l'Afrique, élus par la Conférence des ministres; chacun de ces représentants est choisi en fonction de ses connaissances et de son expérience dans les domaines de la prévention du crime et de la justice pénale pour siéger comme membre à part entière;
  - c) Un représentant du pays hôte qui est membre à part entière;
  - d) Un représentant de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) sans droit de vote;
  - e) Un représentant du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires sans droit de vote;
  - f) Un représentant du Programme des Nations Unies pour le développement sans droit de vote;
  - g) Sur invitation du Conseil d'administration, des représentants d'autres instituts des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, qui assistent aux réunions comme observateurs mais n'ont pas le droit de vote;
  - h) A l'invitation du Conseil, des représentants d'organisations ou institutions internationales s'intéressant aux activités de l'Institut, ainsi que des organismes donateurs et d'éminents experts peuvent assister aux réunions du Conseil d'administration comme observateurs sans droit de vote.
2. Le Directeur de l'Institut, qui remplit les fonctions de secrétaire du Conseil d'administration, assiste aux réunions du Conseil avec voix consultative.
3. Les membres du Conseil d'administration élus conformément à l'alinéa b) du premier paragraphe du présent article occupent leurs fonctions pendant une période de quatre ans et peuvent être reconduits, étant entendu, toutefois, que lors de la première élection, la Conférence des ministres décide que



la moitié des Etats membres qu'elle élit se retirent après avoir rempli leurs fonctions pendant deux ans et sont remplacés par le même nombre d'Etats membres élus à cette fin par la Conférence des ministres.

4. Seuls les membres à part entière du Conseil d'administration disposent du droit de vote.

5. Au cas où le siège d'un membre du Conseil d'administration deviendrait vacant pendant la durée de son mandat, pour cause de départ à la retraite, décès, incapacité ou autre, ou à l'expiration du mandat, la Conférence des ministres peut nommer une personne pour la durée du mandat restant à courir ou pour un autre mandat conformément à l'alinéa b) du premier paragraphe du présent article.

6. Le Conseil d'administration :

a) Fixe les politiques, orientations et principes généraux régissant le fonctionnement de l'Institut et donne des directives de nature générale pour la mise en oeuvre de ces principes, politiques et directives;

b) Propose aux fins d'examen et d'approbation par la Conférence des ministres, les programmes de travail de l'Institut et les budgets correspondants;

c) Etudie et approuve les rapports annuels du Directeur de l'Institut sur les activités de l'Institut et les soumet à la Conférence des ministres aux fins d'examen et d'approbation;

d) Nomme des commissaires aux comptes qualifiés pour vérifier les comptes de l'Institut;

e) Examine et approuve les rapports financiers et les comptes de l'Institut;

f) Etablit les règles administratives, financières, le règlement du personnel et autres règles régissant le fonctionnement et l'administration de l'Institut;

g) Propose et soumet à l'examen et à l'approbation de la Conférence des ministres, les contributions que les Etats membres et le pays hôte versent à l'Institut;

h) Nomme le Directeur et les principaux responsables de l'Institut;

i) Crée les comités techniques, financiers et administratifs nécessaires pour que l'Institut s'acquitte de manière efficace de ses fonctions;

j) Convoque périodiquement des réunions des donateurs afin d'examiner le financement des activités de l'Institut;

k) Remplit toute autre fonction nécessaire pour que l'Institut s'acquitte de manière efficace de ses fonctions.

7. Le Conseil d'administration se réunit en session ordinaire une fois par an et peut se réunir en sessions extraordinaires à la demande de son Président ou d'un tiers de ses membres. La première réunion du Conseil d'administration est convoquée par le secrétariat.

8. Le Conseil d'administration adopte son propre règlement intérieur, y compris les procédures à suivre de la convocation de sessions spéciales ou extraordinaires.

## ARTICLE VI

Le Président du Conseil d'administration

1. Le Président :
  - a) Fait établir le projet d'ordre du jour des réunions du Conseil d'administration;
  - b) Convoque et préside les réunions du Conseil;
  - c) Sollicite, avec l'approbation du Conseil d'administration, l'aide financière et autre de donateurs, y compris celle de gouvernements de pays situés hors de la région, de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées, d'autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales intéressées et d'autres sources.

## ARTICLE VII

Directeur et secrétariat de l'Institut

1. Le secrétariat de l'Institut est dirigé par le Directeur, qui est le Chef du secrétariat et de l'administration de l'Institut, sous l'égide du Conseil d'administration.
2. Le Directeur de l'Institut est nommé par le Conseil d'administration conformément aux dispositions de l'alinéa h) du paragraphe 6 de l'Article V des présents statuts. Le Directeur est initialement nommé pour une période de trois ans et son mandat peut être renouvelé pour des durées fixées par le Conseil d'administration.
3. Le Directeur agit en tant que représentant légal de l'Institut.
4. Sous réserve des directives et orientations politiques données par le Conseil d'administration, le Directeur accomplit en particulier les fonctions suivantes :
  - a) Planifier, diriger, coordonner et gérer toutes les activités techniques et administratives de l'Institut;
  - b) Préparer et soumettre à l'examen du Conseil d'administration, le programme de travail, le budget, les rapports annuels et les comptes vérifiés de l'Institut;
  - c) Préparer et soumettre à l'examen du Conseil d'administration, le montant des contributions annuelles et d'autres cotisations spéciales à acquitter par les Etats membres;
  - d) Administrer les biens et avoirs de l'Institut, veiller à ce que les comptes soient bien tenus, et régulièrement vérifiés et présentés au Conseil d'administration;
  - e) Recouvrer et recevoir les contributions, cotisations et dettes dues à l'Institut;
  - f) Sous réserve du règlement du personnel et des règles administratives de l'Institut et des directives éventuellement données par le Conseil d'administration, recruter et nommer des fonctionnaires autres que ceux visés à l'alinéa h) du paragraphe 6 de l'Article V des présents statuts;

- g) Etablir et maintenir des rapports étroits et des liens de collaboration avec les gouvernements, l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, des institutions, associations professionnelles, individus et autres organismes, et représenter l'Institut dans le domaine des relations publiques et extérieurs aux niveaux national, régional et international;
- h) Maintenir les relations déjà établies avec le Gouvernement hôte et veiller au respect des dispositions de l'accord de siège;
- i) Promouvoir la collecte des fonds en étudiant les moyens d'assurer et de renforcer la base financière de l'Institut;
- j) Elaborer et soumettre à l'examen du Conseil d'administration des projets de règles et règlements régissant les activités financières, administratives et autres de l'Institut;
- k) Préparer, en liaison avec le Président du Conseil d'administration, l'ordre du jour des réunions du Conseil d'administration et participer aux réunions en tant que membre es qualités;
- l) Se tenir au courant des nouveaux mandats fixés par les organes législatifs appropriés et des faits nouveaux dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale, et promouvoir leur mise en oeuvre conformément aux objectifs de l'Institut;
- m) Entreprendre toute autre tâche et activité que pourrait lui assigner le Conseil d'administration.

5. Le Directeur et les autres fonctionnaires de l'Institut ne sollicitent et n'acceptent aucune instruction, rémunération personnelle, ou cadeau d'un gouvernement, d'une autorité ou d'autres sources extérieures à l'Institut et s'abstiennent de toute autre activité susceptible de nuire à leur situation de fonctionnaires internationaux.

6. Les Etats membres s'engagent à respecter le caractère international des responsabilités du Directeur et des autres fonctionnaires de l'Institut et à ne pas chercher à influencer le personnel local ou étranger dans l'accomplissement de leurs tâches, étant entendu que ceci n'empêche pas les gouvernements, organisations ou institutions de détacher du personnel auprès de l'Institut.

## ARTICLE VIII

### Statut, capacité, privilèges et immunités

1. Afin de lui permettre de s'acquitter des objectifs et des fonctions qui lui ont été confiés, l'Institut possède, sur le territoire de chaque Etat membre de la Commission économique pour l'Afrique, une personnalité juridique indépendante de ces Etats et n'est pas considéré comme faisant partie d'un quelconque gouvernement. A cette fin, le statut, les privilèges, immunités et exemptions mentionnés aux paragraphes 2 à 16 du présent article, sont accordés à l'Institut sur le territoire de chaque Etat membre.

- 2. L'Institut est habilité à :
  - a) Signer des contrats;
  - b) Acquérir et céder des biens mobiliers et immobiliers;
  - c) Ester et peut être poursuivi en justice.

3. L'Institut dispose de l'autonomie et de la liberté nécessaires pour s'acquitter de ses objectifs et fonctions, en ce qui concerne en particulier le choix des sujets et méthodes d'enseignement et de recherche, la sélection des personnes et des institutions avec lesquelles il travaille, et la liberté d'expression.

4. L'Institut, ses biens et avoirs, jouissent d'une totale immunité juridique sauf dans les cas où il a expressément renoncé à ladite immunité, étant entendu qu'aucune mesure exécutoire ne sera appliquée contre les biens et avoirs de l'Institut sans le consentement du Directeur dudit Institut.

5. Le siège de l'Institut est inviolable. Les biens et avoirs de l'Institut sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation ou expropriation et de toute ingérence des pouvoirs exécutif, administratif, judiciaire ou législatif.

6. Les archives de l'Institut et d'une manière générale tous les documents qui lui appartiennent ou qu'il détient, sont inviolables.

7. L'Institut, ses avoirs, revenus et autres biens sont exonérés de tous impôts directs, étant entendu que cette exonération fiscale ne s'étend pas au propriétaire ou bailleur d'un bien loué par l'Institut.

8. Les articles importés par l'institut à titre officiel sont exonérés de tous impôts ainsi que de droits de douane, prohibitions et restrictions en matière d'importation et d'exportation étant entendu que le paiement des droits de douane au taux en vigueur peut être réclamé sur une partie ou l'ensemble des articles importés au titre du présent alinéa, si ces articles sont vendus ou cédés localement, à moins qu'ils ne soient vendus à des personnes ou organismes habilités à les acheter en franchise de droit. Toutefois l'Institut n'est pas exonéré du paiement des taxes sur les prestations de services.

9. L'Institut est exempté du paiement des taxes, droits d'enregistrement et droits de timbre sur toute transaction à laquelle il est partie.

10. Les membres du Conseil d'administration de l'Institut, qui ne sont pas, également, fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une des institutions spécialisées des Nations Unies et qui participent aux réunions de l'Institut ou sont convoqués par celui-ci, bénéficient, pendant l'exercice de leurs fonctions et au cours de leur voyage à destination et en provenance du territoire des membres de l'Institut, des privilèges et immunités ci-après :

a) Immunité contre l'arrestation personnelle et la détention et contre la saisie de leurs bagages personnels et officiels;

b) Immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux dans le cadre de leurs fonctions officielles (y compris leurs paroles et leurs écrits);

c) Inviolabilité de tout document;

d) Droit d'utiliser des codes et de recevoir des documents et de la correspondance par courrier ou sacs scellés;

e) Exemption pour eux-mêmes et leur conjoint des restrictions concernant l'immigration, des formalités d'enregistrement des étrangers en mission officielle temporaire;

f) Mêmes facilités en matière de monnaie et de change que celles accordées aux représentants de gouvernements étrangers en missions officielles temporaires;

g) Mêmes immunités et facilités que celles accordées aux envoyés ayant le statut de diplomate pour leurs bagages personnels.

11. Les fonctionnaires de l'Institut qui ne sont pas également fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une des ses institutions spécialisées jouissent des privilèges et immunités ci-après :

a) Immunité juridique pour les actes accomplis dans le cadre de leurs fonctions officielles (y compris leurs paroles et leurs écrits);

b) Exonération de tout impôt sur les traitements et émoluments qui leur sont versés par l'Institut;

c) Exemption des obligations au titre du service national;

d) Exemption pour eux-mêmes (ainsi que leurs conjoint et enfants à charge), des règles en matière d'immigration et d'enregistrement des étrangers;

e) Mêmes privilèges en matière de change que ceux qui sont accordés aux fonctionnaires de rang comparable membres de missions diplomatiques;

f) Mêmes facilités de rapatriement, pour eux-mêmes, ainsi que leurs conjoint, enfants à charge et parents, que les envoyés ayant rang de diplomate en période de crise internationale;

g) Droit d'importer, en franchise de droits et autre taxes, interdictions et restrictions sur les importations, au cours des 12 mois qui suivent leur arrivée :

i) leur mobilier et effets personnels;

ii) un véhicule automobile acheté avant dédouanement ou dans un entrepôt sous douane.

12. Les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une de ses institutions spécialisées qui participent aux travaux de l'Institut, jouissent des privilèges et immunités prévus par la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies et par la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, selon le cas.

13. Sans préjudice des dispositions précédentes, les Etats membres s'engagent à accorder à tous les représentants des Etats membres, à tous les fonctionnaires de l'Institut et experts consultant ou aidant l'Institut, les facilités et faveurs nécessaires pour l'exercice de leurs fonctions à l'Institut.

14. Le Directeur de l'Institut a le droit et le devoir de lever l'immunité accordée à tout membre du personnel de l'Institut qui n'est pas également fonctionnaire de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée des Nations Unies, dans les cas où il estime que cette immunité peut entraver le cours de la justice et que sa levée n'est pas contraire aux intérêts de l'Institut.

15. Toutes les personnes assistant à un stage de formation ou participant à un programme d'échange de personnel à l'Institut conformément aux dispositions des présents statuts, et qui ne sont pas des ressortissants d'un des Etats membres concernés ont le droit d'entrée, de séjour, de transit et de sortie sur le territoire de chaque Etat membre quant l'octroi desdits droits est nécessaire aux fins de leur mission. Toutes facilités leur sont accordées pour qu'elles puissent voyager rapidement; le cas échéant, les visas nécessaires leur sont délivrés promptement et gratuitement.

16. A tout moment, l'Institut coopère avec les autorités compétentes des Etats membres pour faciliter la bonne administration de la justice, le respect des lois du pays et prévenir tout abus en ce qui concerne les privilèges, immunités mentionnés dans le présent Article.

## ARTICLE IX

### Ressources financières de l'Institut

1. "Sans préjudice du financement éventuel du personnel essentiel et des opérations courantes de l'Institut sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, l'Institut tire des ressources financières des contributions annuelles des Etats membres telles que déterminées par la Conférence des ministres ainsi que de contributions volontaires de donateurs".

2. L'Institut peut obtenir d'autres ressources financières ou en nature de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées.

3. Les Etats membres peuvent être invités à apporter des contributions spéciales en nature ou en espèces dans le cadre de programmes ou projets exécutés sur leurs territoires. La nature et le montant de telles contributions sont déterminés et prévus par des accords passés entre les parties concernées.

4. Après consultation du Conseil d'administration, le Directeur de l'Institut peut accepter des cadeaux, des legs, des dons, des prêts et autres contributions en espèces ou en nature de gouvernements, organisations, institutions ainsi que d'autres sources, sous réserve que ces cadeaux, legs, dons, prêts et autres contributions aient pour objet de faciliter la réalisation des objectifs de l'Institut.

5. Le Directeur de l'Institut soumet au Conseil d'administration à chacune de ses réunions annuelles, un rapport sur les contributions reçues et dues en vertu des paragraphes 1 à 4 du présent Article.

6. Les fonds de l'Institut sont gardés et administrés uniquement au bénéfice de l'Institut et conformément aux règles de gestion financière et aux règlements régissant le fonctionnement de l'Institut ou aux directives émises par le Conseil d'administration.

7. Les fonds administrés par l'Institut ou pour son compte sont soumis à une vérification faite par un vérificateur des comptes nommé par le Conseil d'administration.

## ARTICLE X

### Dépenses

1. Le Directeur de l'Institut peut effectuer des dépenses administratives et de fonctionnement conformément au programme de travail approuvé et dans les limites du budget de l'Institut, ainsi que conformément aux règles de gestion financière et règlements promulgués de temps à autre par le Conseil d'administration.

2. Les dépenses faites par des représentants d'Etats membres, d'organisations ou d'Etats coopérateurs et par leurs suppléants ou conseillers, de même que les dépenses faites par des observateurs dans le but d'assister à des réunions du Conseil d'administration ou d'autres organes de l'Institut, sont normalement supportées par les organisations et gouvernements respectifs.

## ARTICLE XI

### Obligations des Etats membres

Les Etats membres coopèrent de toutes les manières possibles pour aider l'Institut à atteindre ses objectifs. En particulier :

- a) Ils facilitent la collecte, l'échange et la diffusion sans retard de données et d'informations sur la prévention du crime et le traitement des délinquants;
- b) Ils mettent à la disposition de l'Institut des moyens de formation et de recherche, selon les modalités qui pourraient être convenues de temps à autre avec l'organe compétent de l'Institut;
- c) Ils mettent à la disposition de l'Institut un personnel local, selon les modalités qui pourraient être convenues avec les organes compétents de l'Institut;
- d) Ils accordent les facilités, privilèges et immunités qui pourraient être nécessaires en vertu des dispositions de l'Article VII des présents statuts;
- e) Ils versent en temps voulu leurs contributions annuelles conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'Article IX des présents statuts.

## ARTICLE XII

### Assistance apportée par les secrétariats d'organismes des Nations Unies

1. L'Institut cherche à nouer et à maintenir d'étroites relations de travail avec les secrétariats de la Commission économique pour l'Afrique et du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, lesquels aident l'Institut à réaliser ses objectifs, dans la limite de leurs ressources.
2. Nonobstant les dispositions des présents statuts, le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique est, le cas échéant, chargé par la Conférence des ministres, de solliciter l'assistance d'organisations et d'Etats et coopérateurs pour la mise en oeuvre du programme de travail approuvé de l'Institut, et d'agir en tant qu'agent d'exécution dans le cadre duquel une aide a pu être obtenue.

## ARTICLE XIII

### Relations avec d'autres Etats, institutions et organisations

1. L'Institut cherche à établir et à maintenir une coopération active des Etats qui ne sont pas des Etats membres mais sont désireux d'aider l'Institut à réaliser ses objectifs.
2. L'Institut collabore étroitement avec le Secrétariat général de l'Organisation de l'unité africaine dans la poursuite de ses objectifs.
3. L'Institut entretient d'étroites relations de travail avec d'autres instituts régionaux ou interrégionaux ayant des objectifs similaires, avec des organismes et institutions spécialisées des Nations Unies, des universités ainsi que des organisations non gouvernementales s'occupant des questions touchant la prévention du crime et le traitement des délinquants.

## ARTICLE XIV

### Publications et droits à la propriété intellectuelle

1. L'Institut publie librement tout résultat de ses recherches, activités de formation et autres.
2. L'Institut est investi de tous les droits, y compris les droits de propriété et les droits d'auteur sur tous les travaux et publications.
3. L'Institut consacre ses droits d'auteur et autres, ainsi que tout avantage financier ou autre découlant desdits droits, à la poursuite des objectifs de l'Institut.

## ARTICLE XV

### Règlement des différends

1. Tout différend qui survient à propos de l'interprétation ou de l'application d'une disposition des présents statuts et qui ne peut être réglé par les parties concernées est soumis à la Conférence des ministres.
2. Si la Conférence des ministres ne parvient pas à trancher, ou si la décision de la Conférence des ministres n'est pas acceptée par les parties au différend, chacune des parties en cause peut demander que le différend soit soumis aux fins d'arbitrage à un tribunal arbitral composé de trois membres ainsi désignés :
  - a) Chaque partie nomme un arbitre;
  - b) Le troisième arbitre, qui est le Président du tribunal arbitral, est choisi d'un commun accord par les arbitres nommés par les parties.
3. Si le tribunal arbitral n'est pas constitué dans les trois mois qui suivent la date à laquelle la demande d'arbitrage a été soumise, toute partie au différend peut demander au Président de la Conférence des ministres de procéder aux nominations nécessaires, sauf que dans les cas où l'Institut est partie au différend, les nominations sont faites par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique.
4. La décision du tribunal arbitral a force exécutoire pour les parties au différend.
5. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 du présent Article ne préjugent pas le choix d'un quelconque autre mode de règlement dont les parties concernées pourraient convenir.

## ARTICLE XVI

### Dissolution

1. L'Institut peut être dissous par accord des deux tiers des membres de la Conférence des ministres.
2. En cas de dissolution de l'Institut conformément aux dispositions du premier paragraphe du présent Article, le Conseil d'administration prend des dispositions pour que la liquidation de l'Institut se fasse de manière ordonnée.



## ARTICLE XVII

### Entrée en vigueur

Les présents statuts entrent en vigueur au moment de leur adoption par la Conférence des ministres et dès qu'ils ont été signés par dix Etats membres.

## ARTICLE XVIII

### Dispositions finales et transitoires

1. Les présents statuts, dont les textes anglais, français et arabe font également foi, sont déposés auprès du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique.

2. A l'entrée en vigueur des présents statuts, et jusqu'à la création du secrétariat permanent de l'Institut, les fonctions de secrétariat sont assurées par la Commission économique pour l'Afrique.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, accrédités par leurs gouvernements respectifs, ont signé les présents statuts.